

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waals Parlement, 666 (2021-2022) Nrs. 1 tot 3

Volledig verslag, plenaire zitting van 2 februari 2022

Bespreking

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/20347]

**17 FEVRIER 2022. — Décret modifiant les articles 2, 33bis/1, 34 et 35 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et insérant les articles 33bis/3 et 33bis/4 (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 57°*bis* est remplacé par ce qui suit :

« 57°*bis* « activation de la fonction de prépaiement » : l'action de placer un compteur intelligent et d'activer le prépaiement sur ce dernier ou l'action d'activer le prépaiement sur un compteur intelligent déjà placé; »;

2° le 58° est remplacé par ce qui suit :

« 58° « période hivernale » : la période s'étendant entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 mars. Le Gouvernement peut moduler cette période en fonction des conditions climatiques; »;

3° l'article est complété par un 77° rédigé comme suit :

« 77° « fourniture minimale garantie » : alimentation en électricité assurée par l'activation d'un limiteur de puissance selon les modalités déterminées par le Gouvernement. ».

**Art. 2.** L'intitulé de la section 1e du chapitre VII du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Clients protégés et procédure de défaut de paiement ».

**Art. 3.** L'article 33bis/1 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 33bis/1. L'échéance de la facture relative à la consommation d'électricité ne peut être inférieure à quinze jours à dater de son émission. En cas de non-paiement du montant facturé, le fournisseur envoie un rappel. La nouvelle date d'échéance ne peut pas être inférieure à dix jours. Le rappel informe le client de la nouvelle date d'échéance, de la faculté de faire appel au C.P.A.S. ou à un médiateur de dette agréé et de la procédure suivie si le client n'apporte pas de solution quant au paiement de la facture. En cas d'absence de réaction du client, le fournisseur envoie une mise en demeure par lettre recommandée et par voie postale. En cas de mise en demeure du client, le fournisseur est tenu d'inviter son client à le contacter pour conclure un plan de paiement raisonnable et d'informer son client de la possibilité de bénéficier de l'assistance d'un C.P.A.S. ou d'un service de médiation de dettes dans sa négociation. Le fournisseur informe son client du délai dont il dispose pour conclure avec lui un plan de paiement raisonnable.

Après l'expiration du délai de quinze jours suivant la réception du courrier recommandé de mise en demeure qui ne peut viser qu'un montant supérieur au minimum de dette fixé par le Gouvernement, en cas d'absence de réaction du client, de refus de conclusion d'un plan de paiement raisonnable, le client est déclaré en défaut de paiement.

Le Gouvernement arrête la forme et le contenu des formulaires que le fournisseur doit joindre aux courriers de mise en demeure et de déclaration de défaut de paiement qu'il adresse au client en application des alinéas 1<sup>er</sup> et 4. Ces formulaires indiquent, notamment, de façon explicite et lisible, que le client peut effectuer un ou plusieurs des choix suivants, en détaillant chacun d'eux en un court paragraphe :

– demander l'activation de la fonction de prépaiement. Si le client marque son accord de façon explicite par écrit, le fournisseur peut demander l'activation du prépaiement auprès du gestionnaire de réseau. Dans ce cas, le prépaiement est automatiquement couplé à une limitation de puissance en cas de non-rechargement en vue d'assurer une fourniture minimale garantie d'électricité au client protégé. En cas de non-paiement de la consommation sous limiteur de puissance, le fournisseur peut activer la procédure prévue en cas de non-réponse au présent formulaire;

– demander la conclusion d'un plan de paiement raisonnable;

– demander l'aide du C.P.A.S.;

– faire appel au service de médiation de la CWaPE;

– demander le lancement d'une procédure de médiation de dettes;

– demander la saisine du juge de paix par requête conjointe.

Le fournisseur informe le client en défaut de paiement par courrier et y joint le formulaire indiqué à l'alinéa 3. Ce courrier indique également au client que son nom, son prénom, son adresse postale, son numéro de téléphone et le cas échéant son adresse électronique seront transmises au C.P.A.S. dans les dix jours de la réception du courrier pour lui permettre de bénéficier de son assistance dans la négociation d'un plan de paiement raisonnable, d'aides financières ou de mesures de guidance. Le client peut s'y opposer par courrier dans les cinq jours.

Il indique également que, dans les trente jours calendrier de la réception du courrier et en cas d'absence de réponse aux formulaires joints aux courriers de mise en demeure et de déclaration de défaut de paiement, le fournisseur demande l'activation de la fonction de prépaiement, avec fourniture minimale garantie pour les clients protégés, au gestionnaire de réseau ou saisit le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture. Le fournisseur informe également le client de son droit de refuser l'activation du prépaiement et des conséquences d'un éventuel jugement par défaut. Ce délai est allongé de maximum trente jours à la demande du C.P.A.S., le temps de l'analyse socio-budgétaire, d'une éventuelle prise de décision concernant une aide financière et de la négociation d'un plan de paiement raisonnable avec le fournisseur.

À tout moment de la procédure, en cas de conclusion d'un plan de paiement raisonnable entre le client et son fournisseur, la procédure applicable en cas de non-paiement ou la procédure de défaut de paiement est suspendue. Le fournisseur communique par écrit au client le plan de paiement conclu ou toute modification de celui-ci.

En cas de non-respect de la procédure choisie dans le formulaire joint aux courriers de mise en demeure et de déclaration de défaut de paiement ou en cas de non-respect du plan de paiement raisonnable, le fournisseur demande l'activation de la fonction de prépaiement, avec fourniture minimale garantie pour les clients protégés, au gestionnaire de réseau ou saisit le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture.

Dans le cadre de son rapport annuel, la CWaPE communique au Gouvernement et au Parlement wallon un rapport sur les procédures menées devant la justice de paix dans le cadre d'un défaut de paiement. Ce rapport recense le nombre de dossiers, la durée moyenne de traitement, les fournisseurs concernés, l'issue des jugements concernés et les montants de l'impayé pour lequel la procédure a été initiée.

Conformément au droit européen, le client a la possibilité à tout moment de conclure un nouveau contrat de fourniture.

Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application du présent article sauf celles qui sont visées à l'alinéa 8. ».

**Art. 4.** Dans le même décret, il est inséré un article 33bis/3 rédigé comme suit :

« Art. 33bis/3. § 1<sup>er</sup>. Aucune coupure d'électricité ne peut être effectuée sans l'autorisation du juge de paix.

Le fournisseur peut demander l'activation de la fonction de prépaiement au gestionnaire de réseau dans les cas prévus à l'article 33bis/1. L'activation du prépaiement ne peut être imposée si le client a demandé la saisine du juge de paix par requête conjointe ou s'il a refusé cette activation. Dans ce deuxième cas, le fournisseur saisit le juge de paix par requête contradictoire.

Pour les clients protégés, lorsque le prépaiement est activé sur décision du juge de paix, il est automatiquement couplé à un limiteur de puissance en vue d'assurer une fourniture minimale garantie d'électricité. Cette fourniture minimale garantie porte sur une puissance de dix ampères et est garantie au client protégé pendant une période de six mois, sans préjudice d'une durée plus longue décidée par le juge de paix. Le client protégé est alimenté par son gestionnaire de réseau de distribution dès que son fournisseur l'a déclaré en défaut de paiement.

§ 2. Le paragraphe 1<sup>er</sup> n'est pas applicable lorsque la coupure est requise au motif que la sécurité des biens ou des personnes ou le bon fonctionnement du réseau de distribution est gravement menacé. Le paragraphe 1<sup>er</sup> n'est également pas applicable lorsque la coupure résulte de l'application de la procédure de régularisation prévue dans le cadre d'un déménagement ou en cas de bris de scellés.

§ 3. Toute coupure effectuée sans l'autorisation du juge de paix sur la base du présent article fait l'objet d'une mesure d'information par courrier, mentionnant au client les raisons précises qui ont justifié cette coupure, ainsi que la durée de celle-ci. Une copie de la lettre est adressée à la CWaPE.

§ 4. Le fait qu'un ménage ne procède pas à l'activation volontaire du prépaiement ne porte pas préjudice à l'octroi d'une aide prévue dans le cadre d'une autre législation. ».

**Art. 5.** Dans le même décret, il est inséré un article 33bis/4 rédigé comme suit :

« Art. 33bis/4. Sans préjudice de l'article 33bis/3, la coupure d'un client ne peut intervenir durant la période hivernale, période durant laquelle la fourniture à charge du client est assurée par le gestionnaire de réseau de distribution. Cette interdiction de coupure d'un client concerne les demandes de coupure sur autorisation du juge de paix et les demandes de coupure d'un point de prélèvement pour lequel le contrat arrive à terme durant la période hivernale. Lorsque le motif de la demande de coupure d'un point de prélèvement est l'échéance du contrat durant la période hivernale, la demande de coupure est exécutée à l'expiration de la période hivernale, sauf si le consommateur dispose d'un nouveau contrat de fourniture portant sur le point de prélèvement concerné. ».

**Art. 6.** Dans l'article 34, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du même décret, le c) est remplacé par ce qui suit :

« c) assurer l'activation de la fonction de prépaiement conformément à l'article 33bis/3. Le Gouvernement arrête le délai et les modalités d'activation et de désactivation, sur base volontaire et sur base d'une décision de justice, par le gestionnaire de réseau. Si le gestionnaire de réseau de distribution dépasse, pour des raisons qui lui sont imputables, le délai d'activation établi par le Gouvernement, il est redevable au fournisseur qui a introduit la demande d'activation de la fonction de prépaiement d'une intervention forfaitaire dont la méthode de calcul du montant est fixée par le Gouvernement après avis de la CWaPE. ».

**Art. 7.** Dans l'article 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> lorsque la fonction de prépaiement a été activée conformément au présent décret; ».

**Art. 8.** Par dérogation au présent décret, durant une période de six mois à partir de son entrée en vigueur, si un gestionnaire de réseau de distribution n'est pas encore en capacité d'activer la fonction de prépaiement, il procède au placement d'un compteur à budget dans les conditions prévues par l'article 33bis/3 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Les compteurs à budget installés avant l'entrée en vigueur du présent décret peuvent, de l'accord des parties, être maintenus.

**Art. 9.** Le présent décret entre en vigueur le premier jour du septième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 17 février 2022.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale  
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) *Session 2021-2022*

Documents du Parlement wallon, 287 (2020-2021) N<sup>os</sup> 1, 1bis à 12.

Compte rendu intégral, séance plénière du 16 février 2022.

Discussion.

Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2022/20347]

**17. FEBRUAR 2022 — Dekret zur Abänderung der Artikel 2, 33bis/1, 34 und 35 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und zur Einfügung der Artikel 33bis/3 und 33bis/4 (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird wie folgt abgeändert:

1° die Ziffer 57bis erhält folgende Fassung:

"57°bis "Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion": die Installation eines intelligenten Zählers und Aktivierung der Vorauszahlung an diesem Zähler, oder die Aktivierung der Vorauszahlung an einem bereits installierten intelligenten Zähler;"

2° die Ziffer 58 erhält folgende Fassung:

"58° "Winterzeit": der Zeitraum zwischen dem 1. November und dem 31. März. Die Regierung kann diesen Zeitraum je nach den klimatischen Bedingungen anpassen;"

3° der Artikel wird um eine Ziffer 77 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"77° "garantierte minimale Liefermenge": die durch die Aktivierung eines Leistungsbegrenzers nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten gewährleistete Stromversorgung".

**Art. 2** - Die Überschrift von Kapitel VII Abschnitt 1 desselben Dekrets erhält folgende Fassung:

"Geschützte Kunden und Zahlungsverzugsverfahren".

**Art. 3** - Artikel 33bis/1 desselben Dekrets erhält folgende Fassung:

"Art. 33bis/1 - Die Fälligkeit der Rechnung in Bezug auf den Stromverbrauch darf nicht weniger als fünfzehn Tage nach ihrer Ausstellung sein. Bei Nichtzahlung des in Rechnung gestellten Betrags schickt der Stromversorger ein Erinnerungsschreiben. Die neue Fälligkeit darf nicht weniger als zehn Tage sein. Das Erinnerungsschreiben informiert den Kunden über das neue Fälligkeitsdatum, über die Möglichkeit, sich an das ÖSHZ oder einen anerkannten Schuldenvermittler zu wenden, und über das Verfahren, das angewandt wird, wenn der Kunde keine Lösung für die Zahlung der Rechnung findet. Wenn der Kunde nicht reagiert, schickt der Stromversorger ein Aufforderungsschreiben per Einschreiben und per Post. Im Falle der Zustellung eines Aufforderungsschreibens an den Kunden ist der Stromversorger verpflichtet, seinen Kunden aufzufordern, mit ihm Kontakt aufzunehmen, um einen zumutbaren Zahlungsplan abzuschließen, und seinen Kunden über die Möglichkeit zu informieren, in seinen Verhandlungen durch ein ÖSZH oder eine Schuldenvermittlungsstelle unterstützt zu werden. Der Stromversorger informiert seinen Kunden über die Frist, über die er verfügt, um mit ihm einen zumutbaren Zahlungsplan abzuschließen.

Wenn nach Ablauf einer Frist von fünfzehn Tagen nach dem Eingang des Aufforderungsschreibens, das nur einen Betrag betreffen kann, der die von der Regierung bestimmte Mindestschuldengrenze übertrifft, eine Reaktion des Kunden ausbleibt oder dieser den Abschluss eines zumutbaren Zahlungsplans verweigert, wird der Kunde als in Zahlungsverzug befindlich erklärt.

Die Regierung legt die Form und den Inhalt der Formulare fest, die der Stromversorger dem Aufforderungsschreiben und der Erklärung über den Zahlungsverzug beifügen muss, die er gemäß den Absätzen 1 und 4 an den Kunden richtet. In diesen Formularen wird insbesondere ausdrücklich und lesbar darauf hingewiesen, dass der Kunde eine oder mehrere der folgenden Wahlmöglichkeiten hat, wobei jede Wahlmöglichkeit in einem kurzen Paragraphen näher erläutert wird:

– Antrag auf Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion. Wenn der Kunde seine Zustimmung ausdrücklich schriftlich erklärt, kann der Stromversorger die Aktivierung der Vorauszahlung beim Netzbetreiber beantragen. In diesem Fall ist die Vorauszahlung automatisch mit einer Leistungsbegrenzung bei Nichtwiederaufladung gekoppelt, um dem geschützten Kunden eine garantierte minimale Stromlieferung zu gewährleisten. Bei Nichtbezahlung des Verbrauchs unter Leistungsbegrenzung kann der Stromversorger das Verfahren aktivieren, das bei Nichtbeantwortung dieses Formulars vorgesehen ist;

- Antrag auf Abschluss eines zumutbaren Zahlungsplans;
- Antrag auf Unterstützung durch das ÖSHZ;
- Inanspruchnahme des Vermittlungsdienstes der CWaPE;
- Antrag auf Einleitung eines Schuldenvermittlungsverfahrens;
- Antrag auf Befassung des Friedensrichters durch eine gemeinsame Antragschrift.

Der Stromversorger informiert den in Zahlungsverzug befindlichen Kunden per Brief, dem er das in Absatz 3 genannte Formular beifügt. In diesem Schreiben wird dem Kunden ebenfalls mitgeteilt, dass sein Name, Vorname, seine Postanschrift, Telefonnummer und ggf. seine E-Mail-Adresse innerhalb von zehn Tagen nach Eingang des Schreibens an das ÖSHZ weitergeleitet werden, damit er dessen Unterstützung bei der Aushandlung eines zumutbaren Zahlungsplans, eine finanzielle Hilfe oder Beratungsmaßnahmen in Anspruch nehmen kann. Der Kunde kann innerhalb von fünf Tagen per Post Widerspruch einlegen.

In diesem Schreiben wird ferner darauf hingewiesen, dass der Stromversorger innerhalb von dreißig Kalendertagen nach Eingang des Schreibens und bei Nichtbeantwortung der Formulare, die dem Aufforderungsschreiben und Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs beifügt sind, beim Netzbetreiber die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion mit garantierter minimaler Liefermenge für geschützte Kunden beantragt oder den Friedensrichter anruft, um die Auflösung des Liefervertrags zu beantragen. Der Stromversorger informiert den Kunden auch über sein Recht, die Aktivierung der Vorauszahlung zu verweigern, und über die Folgen eines möglichen Versäumnisurteils. Diese Frist wird auf Antrag des ÖSHZ um maximal dreißig Tage verlängert, um eine sozio-budgetäre Analyse durchzuführen, eine mögliche Entscheidung über eine finanzielle Unterstützung zu treffen und einen zumutbaren Zahlungsplan mit dem Stromversorger auszuhandeln.

Im Falle des Abschlusses eines zumutbaren Zahlungsplans zwischen dem Kunden und seinem Stromversorger wird zu jedem Zeitpunkt des Verfahrens das bei Nichtzahlung oder bei Zahlungsverzug geltende Verfahren ausgesetzt. Der Stromversorger teilt dem Kunden den abgeschlossenen Zahlungsplan oder jede Änderung desselben schriftlich mit.

Bei Nichteinhaltung des im Formular, das dem Aufforderungsschreiben und Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs beifügt ist, gewählten Verfahrens oder bei Nichteinhaltung des zumutbaren Zahlungsplans beantragt der Stromversorger beim Netzbetreiber die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion mit garantierter minimaler Liefermenge für geschützte Kunden oder er ruft den Friedensrichter an, um die Auflösung des Liefervertrags zu beantragen.

Im Rahmen ihres Jahresberichts übermittelt die CWaPE der Regierung und dem Wallonischen Parlament einen Bericht über die Verfahren, die im Zusammenhang mit einem Zahlungsverzug vor dem Friedensgericht geführt wurden. Dieser Bericht erfasst die Anzahl der betreffenden Akten, die durchschnittliche Bearbeitungsdauer, die betroffenen Stromversorger, den Ausgang der betreffenden Urteile und die ausstehenden Beträge, für die das Verfahren eingeleitet wurde.

Gemäß dem europäischen Recht hat der Kunde jederzeit die Möglichkeit, einen neuen Liefervertrag abzuschließen.

Die Regierung kann die Modalitäten der Anwendung des vorliegenden Artikels bestimmen, mit Ausnahme derjenigen, die in Absatz 7 angeführt sind.“.

**Art. 4** - In dasselbe Dekret wird ein neuer Artikel 33bis/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 33bis/3 - § 1. Es darf ohne die Genehmigung des Friedensrichters keine Stromabschaltung vorgenommen werden.

Der Stromversorger kann vom Netzbetreiber die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion in den in Artikel 33bis/1 vorgesehenen Fällen verlangen. Die Aktivierung der Vorauszahlung kann nicht erzwungen werden, wenn der Kunde die Befassung des Friedensrichters durch eine gemeinsame Antragschrift beantragt hat oder wenn er diese Aktivierung abgelehnt hat. In diesem zweiten Fall ruft der Stromversorger den Friedensrichter mittels einer kontradiktorischen Antragschrift an.

Bei geschützten Kunden wird die Vorauszahlung, wenn sie auf Beschluss des Friedensrichters aktiviert wird, automatisch mit einem Leistungsbegrenzer gekoppelt, um eine garantierte minimale Stromlieferung zu gewährleisten. Diese garantierte minimale Liefermenge beläuft sich auf eine Leistung von 10 Ampere und wird dem geschützten Kunden während eines Zeitraums von sechs Monaten garantiert, unbeschadet eines vom Friedensrichter beschlossenen längeren Zeitraums. Der geschützte Kunde wird von seinem Verteilernetzbetreiber versorgt, sobald sein Stromversorger ihn als in Zahlungsverzug befindlich erklärt hat.

§ 2. Paragraf 1 findet keine Anwendung, wenn die Abschaltung mit der Begründung verlangt wird, dass die Sicherheit von Gütern oder Personen oder der ordnungsmäßige Betrieb des Verteilernetzes ernsthaft gefährdet ist. Paragraf 1 ist ebenfalls nicht anwendbar, wenn die Abschaltung auf die Anwendung des im Rahmen eines Umzugs vorgesehenen Regularisierungsverfahrens zurückzuführen ist oder im Falle eines Siegelbruchs.

§ 3. Jede Stromabschaltung, die ohne Genehmigung des Friedensrichters auf der Grundlage dieses Artikels vorgenommen wird, ist Gegenstand einer Informationsmaßnahme per Post, in der dem Kunden die genauen Gründe für die Abschaltung sowie deren Dauer mitgeteilt werden. Eine Kopie des Schreibens wird an die CWaPE gerichtet.

§ 4. Die Tatsache, dass ein Haushalt die Vorauszahlung nicht freiwillig aktiviert, beeinträchtigt nicht die Gewährung einer Hilfe, die im Rahmen einer anderen Gesetzgebung vorgesehen ist.“

**Art. 5** - In dasselbe Dekret wird ein neuer Artikel 33bis/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 33bis/4 - Unbeschadet des Artikels 33bis/3 darf die Stromabschaltung eines Kunden nicht während der Winterzeit erfolgen, in der die Versorgung auf Kosten des Kunden durch den Verteilernetzbetreiber sichergestellt wird. Dieses Verbot der Abschaltung eines Kunden betrifft Anträge auf Abschaltung aufgrund einer Genehmigung des Friedensrichters und Anträge auf Abschaltung eines Entnahmepunkts, für den der Vertrag während der Winterzeit ausläuft. Wenn der Grund für die Anforderung der Abschaltung eines Entnahmepunkts die Fälligkeit des Vertrags während der Winterzeit ist, wird die Anforderung der Abschaltung am Ablauf der Winterzeit ausgeführt, es sei denn, der Verbraucher verfügt über einen neuen Liefervertrag, der sich auf den betreffenden Entnahmepunkt bezieht.“

**Art. 6** - Artikel 34 § 1 Ziffer 3 Buchstabe c) desselben Dekrets erhält folgende Fassung:

“c) die Gewährleistung der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion gemäß Artikel 33bis/3. Die Regierung legt die Frist und die Modalitäten für die Aktivierung und Deaktivierung, auf freiwilliger Basis und aufgrund einer gerichtlichen Entscheidung, durch den Netzbetreiber fest. Falls aus Gründen, die er zu vertreten hat, der Betreiber des Verteilernetzes die von der Regierung festgesetzte Frist für diese Aktivierung überschreitet, schuldet er dem Stromversorger, der den Antrag auf Aktivierung der Vorauszahlung eingereicht hat, eine Pauschalbeteiligung, deren Betrag nach einer von der Regierung nach Begutachtung durch die CWaPE festgelegten Methode berechnet wird.“

**Art. 7** - Artikel 35 § 1 Absatz 2 Ziffer 1 desselben Dekrets erhält folgende Fassung:

“1° wenn die Vorauszahlungsfunktion in Übereinstimmung mit diesem Dekret aktiviert wurde;“

**Art. 8** - Abweichend von diesem Dekret und dies während eines Zeitraums von sechs Monaten ab seinem Inkrafttreten nimmt ein Verteilernetzbetreiber, wenn er noch nicht in der Lage ist, die Vorauszahlungsfunktion zu aktivieren, die Installation eines Budgetmesszählers unter den in Artikel 33bis/3 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts vorgesehenen Bedingungen vor.

Die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets installierten Budgetmesszähler können mit dem Einverständnis der Parteien aufrechterhalten werden.

**Art. 9** - Das vorliegende Dekret tritt am ersten Tag des siebten Monats nach demjenigen seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret, und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Februar 2022

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen  
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2021–2022*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 287 (2020-2021) Nr. 1, 1bis bis 12.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 16. Februar 2022.

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/20347]

17 FEBRUARI 2022. — Decreet tot wijziging van de artikelen 2, 33bis/1, 34 en 35 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en tot invoeging van de artikelen 33bis/3 en 33bis/4 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** In artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 57°bis wordt vervangen als volgt:

“57°bis “activering van een voorafbetalingsfunctie”: de actie om een slimme meter te plaatsen en de voorafbetaling daarop te activeren of de actie om de voorafbetaling op een reeds geplaatste slimme meter te activeren;”;

2° punt 58° wordt vervangen als volgt:

“58° “winterperiode”: de periode tussen 1 november en 31 maart. De Regering mag die periode moduleren naargelang van de klimaatomstandigheden;”;

3° het artikel wordt aangevuld met een punt 77°, luidend als volgt:

“77° “gewaARBorgde minimale levering”: elektriciteitslevering die wordt gewaarborgd door de activering van een vermogensbegrenzer overeenkomstig de door de Regering bepaalde voorwaarden. ».

**Art. 2.** Het opschrift van afdeling 1 van Hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt:

“Beschermd afnemers en wanbetalingsprocedure”.

**Art. 3.** Artikel 33bis/1 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

“Art. 33bis/1. De vervaldatum van de factuur voor het elektriciteitsverbruik mag niet korter zijn dan vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van afgifte. Bij niet-betaling van het gefactureerde bedrag zendt de leverancier een aanmaning. De nieuwe vervaldag mag niet korter zijn dan tien dagen. In de herinnering wordt de klant gewezen op de nieuwe vervaldag, op de mogelijkheid om een beroep te doen op de O.C.M.W. of op een erkende schuldbemiddelaar en op de procedure die wordt gevolgd indien de afnemer er niet in slaagt de betaling van de factuur op te lossen. Indien de afnemer niet reageert, dient de leverancier hem per aangetekende brief en per post in gebreke te stellen. In geval van een ingebrekestelling door de afnemer is de leverancier verplicht de afnemer uit te nodigen contact op te nemen met de leverancier om een redelijk betalingsplan af te sluiten en de afnemer te wijzen op de mogelijkheid zich bij zijn onderhandelingen te laten bijstaan door een O.C.M.W. of een schuldbemiddelingsdienst. De leverancier stelt de afnemer in kennis van de termijn waarbinnen hij met de afnemer een redelijk betalingsplan moet sluiten.

Na het verstrijken van de termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aangetekende aanmaning, die slechts betrekking kan hebben op een bedrag dat hoger is dan de door de regering vastgestelde minimumschuld, wordt de afnemer in gebreke gesteld indien hij niet reageert of weigert een redelijk betalingsplan af te sluiten.

De regering stelt de vorm en de inhoud vast van de formulieren die de leverancier moet bijvoegen bij de aanmaningsbrieven en verklaringen van niet-betaling die hij de afnemer krachtens de leden 1 en 4 zendt. Op deze formulieren wordt met name uitdrukkelijk en leesbaar vermeld dat de afnemer een of meer van de volgende keuzes kan maken, waarbij elk van deze keuzes in een korte paragraaf wordt toegelicht:

– de activering van de voorafbetalingsfunctie aanvragen. Indien de afnemer hiermee uitdrukkelijk schriftelijk instemt, kan de leverancier de netbeheerder om activering van de voorafbetaling verzoeken. In dit geval wordt de voorafbetaling automatisch gekoppeld aan een vermogensbegrenzing in geval van niet-oplading, ten einde een gegarandeerde minimumlevering van elektriciteit aan de beschermde afnemer te waarborgen. In geval van niet-betaling van het verbruik onder de vermogensbegrenzer kan de leverancier de procedure in werking stellen die is voorzien in geval van niet-beantwoording van dit formulier;

– verzoeken om het afsluiten van een redelijk betalingsplan;

– het O.C.M.W. om hulp vragen;

– een beroep doen op de bemiddelingsdienst van de CWaPE;

– de inleiding van een schuldbemiddelingsprocedure aanvragen;

– de aanhangigmaking van zaken bij de vrederechter aanvragen door middel van een gezamenlijk verzoek.

De leverancier stelt de afnemer in gebreke van betaling per brief en met bijvoeging van het in lid 3 bedoelde formulier op de hoogte. In deze brief wordt de afnemer er tevens op gewezen dat zijn naam, voornaam, postadres, telefoonnummer en, in voorkomend geval, zijn e-mailadres binnen tien dagen na ontvangst van de brief aan het O.C.M.W. zullen worden meegedeeld, zodat hij de hulp van deze instantie kan inroepen bij de onderhandelingen over een redelijk betalingsplan, financiële steun of begeleidingsmaatregelen. De afnemer kan binnen vijf dagen per brief bezwaar maken.

Hij bepaalt voorts dat de leverancier binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van de brief en bij gebreke van antwoord op de bij de ingebrekestelling en de verklaring van niet-betaling gevoegde formulieren, de netbeheerder verzoekt om activering van de voorafbetalingsfunctie, met gewaarborgde minimumlevering voor beschermde afnemers, dan wel de zaak aanhangig maakt bij de vrederechter met het verzoek tot verbreking van het leveringscontract. De leverancier stelt de afnemer tevens in kennis van zijn recht om te weigeren de voorafbetaling te activeren en van de gevolgen van een eventuele ingebrekestelling. Deze termijn wordt op verzoek van het O.C.M.W. met maximaal dertig dagen verlengd, terwijl een sociaal-budgettaire analyse wordt uitgevoerd, een beslissing over financiële bijstand wordt genomen en met de leverancier over een redelijk betalingsplan wordt onderhandeld.

Indien tussen de afnemer en zijn leverancier een redelijk betalingsplan wordt overeengekomen, wordt op elk ogenblik tijdens de procedure de niet-betalingsprocedure of de ingebrekestellingsprocedure opgeschort. De leverancier stelt de afnemer schriftelijk in kennis van het afgesloten betalingsplan of van eventuele wijzigingen daarvan.

In geval van niet-naleving van de gekozen procedure in het bij de ingebrekestelling en verklaring van niet-betaling gevoegde formulier of in geval van niet-naleving van het redelijke betalingsplan, verzoekt de leverancier de netbeheerder om activering van de voorafbetalingsfunctie, met gewaarborgde minimumlevering voor beschermde afnemers, of wendt hij zich tot de vrederechter om de ontbinding van het leveringscontract te vorderen.

In het kader van haar jaarverslag bezorgt de CWaPE de Waalse regering en het Waalse parlement een verslag over de procedures voor de vrederechter in geval van wanbetaling. In dit verslag wordt een overzicht gegeven van het aantal gevallen, de gemiddelde behandelingstijd, de betrokken leveranciers, het resultaat van de betrokken vonnissen en de bedragen van de onbetaalde schulden waarvoor de procedure werd ingeleid.

Overeenkomstig de Europese wetgeving heeft de afnemer te allen tijde de mogelijkheid een nieuw leveringscontract te sluiten.

De Regering kan de wijze van toepassing van dit artikel nader bepalen, met uitzondering van die bedoeld in lid 8.”

**Art. 4.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 33bis/3, luidend als volgt:

“Art. 33bis/3. § 1. Geen elektriciteit kan worden afgesloten zonder toestemming van de Vrederechter.

De leverancier kan de netbeheerder verzoeken om activering van de voorafbetalingsfunctie in de gevallen bedoeld in artikel 33 bis/1. Activering van de voorafbetalingsfunctie kan niet worden opgelegd indien de afnemer op gezamenlijk verzoek heeft verzocht de zaak aan de vrederechter voor te leggen of indien hij deze activering heeft geweigerd. In dit laatste geval wendt de leverancier zich door middel van een gemeenschappelijk verzoek tot de vrederechter.

Voor beschermde afnemers wordt, wanneer de vooruitbetaling bij besluit van de vrederechter wordt geactiveerd, deze automatisch gekoppeld aan een vermogensbegrenzer om een gegarandeerde minimumlevering van elektriciteit te waarborgen. Deze gewaarborgde minimumlevering geldt voor een vermogen van tien ampère en wordt aan de beschermde afnemer gegarandeerd voor een periode van zes maanden, onverminderd een langere periode die door de vrederechter wordt vastgesteld. De beschermde afnemer wordt door zijn distributienetbeheerder bevoorradt zodra zijn leverancier hem in gebreke heeft gesteld.

§ 2 Paragraaf 1 is niet van toepassing wanneer afsluiting vereist is op grond van het feit dat de veiligheid van goederen of personen of de goede werking van het distributienet ernstig wordt bedreigd. Paragraaf 1 is evenmin van toepassing indien de afsluiting nodig is ten gevolge van de regularisatieprocedure bij een verhuizing of bij een verbreking van de verzegeling.

§ 3. Elke afsluiting die zonder toestemming van de vrederechter op basis van dit artikel wordt uitgevoerd, is het voorwerp van een informatieve maatregel per brief, waarin aan de afnemer de precieze redenen worden meegedeeld die de afsluiting rechtvaardigen, evenals de duur ervan. Een kopie van de brief wordt aan het CWaPE toegezonden.

§ 4. Het feit dat een gezin de vooruitbetaling niet vrijwillig activeert, doet geen afbreuk aan de toekenning van steun waarin andere wetgeving voorziet.

**Art. 5.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 33bis/4, luidend als volgt:

“Art. 33bis/4. Onverminderd artikel 33bis/3 mag een afnemer niet worden afgesloten tijdens de winterperiode, tijdens welke de distributienetbeheerder zorgt voor de bevoorrading van de afnemer. Dit verbod op afsluiting van een afnemer betreft verzoeken om afsluiting met toestemming van de vrederechter en verzoeken om afsluiting van een afnamepunt waarvan het contract tijdens de winterperiode afloopt. Wanneer de reden voor het verzoek om een afnamepunt af te sluiten het aflopen van de overeenkomst tijdens de winterperiode is, wordt het verzoek om af te sluiten uitgevoerd aan het einde van de winterperiode, tenzij de consument een nieuwe leveringsovereenkomst heeft voor het betrokken afnamepunt.

**Art. 6.** In artikel 34, § 1, 3°, van hetzelfde decreet wordt punt c) vervangen als volgt:

“c) zorgen voor de activering van de voorafbetalingsfunctie overeenkomstig artikel 33bis/3. De Regering bepaalt het tijdschema en de modaliteiten voor de activering en deactivering, op vrijwillige basis en op basis van een rechterlijke beslissing, door de netbeheerder. Als de distributienetbeheerder, om redenen die voortvloeien uit gebreken die aan hem toe te schrijven zijn, de activeringstermijn vastgelegd door de Regering overschrijdt, zal hij de leverancier die de activeringsaanvraag voor de voorafbetalingsfunctie heeft ingediend, een forfaitaire tegemoetkoming verschuldigd zijn waarvan de berekeningsmethode van het bedrag wordt bepaald door de Regering na advies van de CWaPE.”

**Art. 7.** In artikel 35, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt punt 1° vervangen als volgt:

“1° wanneer de voorafbetalingsfunctie overeenkomstig dit decreet is geactiveerd;”

**Art. 8.** In afwijking van dit decreet installeert een distributienetbeheerder, indien hij de voorafbetalingsfunctie nog niet kan activeren, gedurende een periode van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit decreet, een budgetmeter onder de voorwaarden van artikel 33bis/3 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Budgetmeters die vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn geïnstalleerd, kunnen met instemming van de partijen worden gehandhaafd.

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de zevende maand na die waarin dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 februari 2022.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie  
en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2021-2022*

Stukken van het Waals Parlement 287 (2020-2021) Nrs. 1, *1bis* tot 12.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 16 februari 2022.

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/20338]

### 10 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux contrôles dans le cadre de la gestion et du paiement des prestations familiales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, articles 109, alinéa 5, et 111, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, et § 3, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu le rapport du 4 novembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 avril 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 mai 2021 ;

Vu l'avis du Comité « Familles », donné le 15 juin 2021 ;

Vu l'avis 70.722/2 du Conseil d'État, donné le 24 janvier 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la nécessité de permettre la continuité des procédures de contrôle comme cela était pratiqué par FAMIFED et dont les règles sont connues depuis des années par les familles et les caisses d'allocations familiales ;

Considérant l'insécurité juridique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Sur proposition de la Ministre en charge des allocations familiales ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour le présent arrêté, on entend par :

- Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, créée par l'article 2 du Code wallon de l'action sociale et de la santé ;

- caisse d'allocations familiales : une caisse privée d'allocations familiales agréée en vertu de l'article 56 décret du 8 février 2018 ou la Caisse publique wallonne d'allocations familiales instituée en vertu de l'article 23 décret du 8 février 2018 ;

- décret du 8 février 2018 : le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales ;

- LGAF : la loi générale du 19 décembre 1939 relative aux allocations familiales ;

- Comité « Familles » : Comité « Familles » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, visé à l'article 20 du Code wallon de l'action sociale et de la santé ;

- population : l'ensemble de dossiers dont les éléments présentent un risque commun par thème de contrôle ;

- normes de sanction : les éléments préalablement communiqués au Comité « Familles » de l'Agence et aux caisses d'allocations familiales et sur base desquels le contrôle financier se fonde pour évaluer la conformité de la pratique de la caisse d'allocations familiales aux consignes données.

#### CHAPITRE II. — Contrôle des caisses d'allocations familiales

##### Section 1<sup>re</sup>. — Contrôle administratif

**Art. 3.** L'objectif du contrôle administratif est de veiller à ce que toutes les familles perçoivent uniformément et à bon droit leurs allocations familiales suivant la réglementation en vigueur.

Le contrôle administratif est effectué annuellement par les inspecteurs de l'Agence. Il se base sur la gestion administrative du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année concernée. En fonction des consignes émanant de l'Agence, les contrôles s'effectuent sur site de la caisse d'allocations familiales ou à distance. Chaque caisse d'allocations familiales met à disposition de l'inspecteur un bureau avec l'accès à une connexion internet et l'accès aux dossiers déterminés